



Le président de l'association des médecins urgentistes de France Patrick Pelloux à l'hôpital Saint-Antoine, le 24 décembre 2007 à Paris

## Patrick Pelloux: "tout est réuni pour un mouvement d'envergure" à l'hôpital

6 janvier 2008

PARIS (AFP) — Le président de l'association des médecins urgentistes de France (Amuf), Patrick Pelloux, a estimé dimanche que "tout était réuni pour un mouvement d'envergure" à l'hôpital, à la veille d'une "concertation" entre la ministre de la Santé et des syndicats de praticiens.

Roselyne Bachelot doit recevoir lundi quatre syndicats de médecins hospitaliers, dont la CPH et l'INPH, qui menacent de rejoindre la grève entamée le 24 décembre par les urgentistes et les anesthésistes pour la "reconnaissance de la pénibilité" de leur métier.

Les quatre syndicats déjà en grève (Amuf, Samu de France, SNphar, Smarnu) ont demandé dimanche dans un communiqué à être reçus, eux aussi, au ministère, faute de quoi ils "envisagent un renforcement de l'action".

"On n'obtiendra rien sans une contestation et un rapport de forces", a déclaré M. Pelloux à l'AFP, après quinze jours de grève sans répercussion majeure sur les patients, car les grévistes, même nombreux, sont "assignés" à travailler.

L'ensemble des fédérations des personnels de l'hôpital public doivent se réunir le 14 janvier, a-t-il rappelé. L'Amuf prévoit par ailleurs d'appeler ses membres à manifester le 24 janvier aux côtés des fonctionnaires.

La concertation au ministère, qui doit se poursuivre mardi avec les personnels non médecins (infirmières, aides-soignantes, etc.), portera sur les 23 millions d'heures supplémentaires impayées et les 3,5 millions de jours de congés accumulés dans des comptes épargne temps (CET) par l'ensemble des salariés de l'hôpital, faute d'effectifs suffisants.

L'Amuf réclame le paiement de ces heures, des négociations sur les CET - un "emprunt russe à la française" selon M. Pelloux - une revalorisation du travail de nuit, ainsi qu'une discussion sur le temps de travail.

Selon M. Pelloux, "avec des conditions de travail de plus en plus difficiles, le mal-être du corps médical est profond et derrière, ce sont les patients qui le payent".

"L'Etat a menti et doit payer ce qu'il nous doit. Le slogan +travailler plus pour gagner plus+ trouve là à s'appliquer", a-t-il raillé.

"Les infirmières, les cadres, les sages-femmes, les kinés à l'hôpital sont en grande souffrance et j'interpelle leurs fédérations pour qu'elles bougent", a lancé M. Pelloux.